



MAIRIE  
**LE VAL**

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



## **ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET D'OCCUPATION DE VOIRIE**

**Travaux EUROTEC – chemin de Milan**

**N° 2016/159**

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention et Police Municipale à Monsieur Xavier GIRAUD;

Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;

Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;

Vu la demande en date du **25/08/2016** de la société **EUROTEC**, domiciliée **47 av Alexandre Ghibaudo – 83500 La Seyne sur Mer**, concernant la réalisation d'une tranchée en demie-chaussée et la réfection de l'enrobé sur le **chemin de Milan**;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise pétitionnaire est autorisée à stationner ses engins sur la chaussée et/ou accotements et à mettre en place une **circulation alternée, chemin de Milan – 83143 LE VAL, du 01 septembre 2016 à 8h00 au 16 septembre 2016 à 18h00**, en veillant à mettre en place une signalisation conforme à la législation visant à prévenir les usagers de la gêne occasionnée par les travaux (tranchée en demie-chaussée + réfection de l'enrobé).

**ARTICLE 2 :** L'entreprise pétitionnaire s'engage à rendre le chemin dans son état initial d'avant travaux avec une attention particulière lors de la réfection de l'enrobé.

**ARTICLE 3 :** L'entreprise pétitionnaire s'engage à sécuriser le passage des piétons pendant la durée des travaux et à faciliter la circulation de véhicules d'intervention et de secours.

**ARTICLE 4 :** Le pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégâts aux domaines publics et privés.

**ARTICLE 5 :** La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

**ARTICLE 6 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

#### **Copies transmises à :**

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.



Fait au Val, le 25 août 2016

L'adjoint Délégué à la Sécurité  
Xavier GIRAUD